

Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

10 avril 2020

N°4

Garder le lien

Nationalement, localement, les communistes s'activent pour maintenir les liens fraternels et militants qui les unissent.

Bien que la situation de confinement ne s'y prête pas, militantes et militants communistes échangent par téléphone, par internet. Des appels téléphoniques sont organisés en direction des militants les plus isolés et les plus fragiles.

Et le travail de réflexion, nécessaire à la préparation de l'après se poursuit. Dans l'hémicycle, sur le net, en vidéo, dans les sections, les communistes sont à l'œuvre. Ils participent de par leur engagement dans les associations, les syndicats, les collectivités, à la solidarité nationale qui s'impose. Ils échafaudent entre eux, mais aussi avec nombre de leur

partenaires, les politiques nécessaires à la sortie de crise. Ils échangent, ils prennent le pouls de la société, des travailleurs qui, parfois au mépris de leur propre santé, font fonctionner le pays. Ils s'indignent de la situation endurée par les plus faibles de leur concitoyens. Ils gardent le lien pour échafauder ensemble, la France solidaire et fraternelle dont nous avons tous besoin.

Adresse aux
salarié.e.s

Pour retrouver l'adresse du PCF aux salariés, c'est par ici : https://www.pcf.fr/adresse_aux_salari_e_s



*

Tous les soirs 18h00

Facebook Live du PCF

Avec des responsables du PCF, des parlementaires communistes des responsables syndicaux...

PCF : Un parti à l'écoute et à l'offensive

Le secrétaire national du Parti Communiste Français, Fabien Roussel, est sur tous les fronts.

A l'assemblée nationale ou de son bureau place Colonel Fabien le responsable communiste, avec ses camarades, est au travail pour faire avancer les intérêts des salariés, des précaires, des étudiants, des petites PME qui, plus que d'autres, souffrent et souffriront en creux demain de la crise sanitaire et de ses effets. Il a également répondu durant près d'une heure aux questions des militants communistes et des français en Facebook live.

Une heure qui lui aura permis de revenir sur les 50 propositions de son parti pour faire face à la crise et en sortir (propositions que vous retrouverez dans les pages suivantes). Il faut retenir de cette heure d'échange la volonté farouche des communistes à changer de système, à vouloir innover.

Le député a notamment insisté sur « l'effort de solidarité qui doit être important pour maintenir le pouvoir d'achat des français et



soutenir notre tissu d'entreprise ». Selon lui, le gouvernement est bien loin d'aller dans la bonne direction, il faut des mesures chocs. Il souhaite que plus aucun dividende ne soient versés cette année ou dans le cas contraire elle seraient taxées à 75%. Et aussi, la suppression des cadeaux fiscaux aux plus riches, le rétablissement de l'ISF ou encore la fin des dispositifs du type CICE. De quoi mettre la main sur près de 35 milliards d'euros pour « reconstruire le pays, relocaliser la production » voir modifier les modes de production de manière à répondre aux enjeux de transition écologique et donner de nouveaux droits aux salariés.

L'ensemble de la vidéo est à retrouver ici : <https://www.facebook.com/Particomuniste/videos/662425944517699/>

COVID-19, le PCF entend relever les défis de la crise et avance des propositions

La pandémie de coronavirus place notre pays et l'ensemble de l'humanité face à d'immenses défis. A commencer par celui de sauver les vies menacées, de protéger toute la population. Elle révèle aussi une crise de civilisation profonde et les méfaits désastreux de décennies de libéralisme qui ont fragilisé nos services publics et notre industrie, et par conséquence notre

capacité d'action face à la crise sanitaire. La lutte contre le COVID-19 appelle à une mobilisation exceptionnelle immédiate. Elle exige aussi de transformer notre mode de développement, l'utilisation de l'argent et de créer de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les travailleurs, afin d'éviter que cette situation ne se répète et de répondre aux immenses défis à rele-

ver.

C'est tout le sens des propositions que le Parti communiste français met en débat et dont vous trouverez un résumé dans les pages suivantes.

Pour lire l'ensemble du document et des propositions, c'est par [ici](#).

Mesures d'urgences sanitaires :

- La mobilisation de toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production des équipements de protection sanitaire et matériels
- Information hebdomadaire sur la production et l'acheminement des masques et sur les besoins
- Nationalisation d'entreprises stratégiques
- Campagne systématique de dépistage
- Mobilisation totale des cliniques privées et du service national des armées
- Augmentation jusqu'à 20 % des salaires et traitements des personnels de santé et des travailleurs des secteurs essentiels
- Annulation de la dette des hôpitaux et +5 % de l'ONDAM (hors dépenses sanitaires en cours)
- Un plan d'embauche massif pour l'hôpital et les EHPAD
- La mise en chantier d'une loi de santé publique pour l'Hôpital et les EHPAD

Protéger et soutenir les salarié-e-s des activités économiques essentielles

- Un équipement de protection et des matériels adaptés à leur missions
- La mobilisation de toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production de ces équipements matériels
- Une augmentation pouvant atteindre jusqu'à 20% des salaires et traitement de ces travailleurs

Arrêt des activités non essentielles, protéger les salariés et les entreprises

Pour les salariés :

- Indemnisation du chômage partiel à 100 % de la rémunération

Pour les entreprises :

- Interdiction de tous les licenciements et du versement de dividendes

Pour les TPE et PME en difficulté :

Report des échéances de crédit, gel des loyers, aide directe exceptionnelle sous condition de maintien de l'emploi et des salaires

Garantir les droits des chômeurs

- Maintien des droits et continuité du versement des allocations, avec le gel du décompte des jours à compter du 12 mars
- Suspension des radiations

- Abrogation de la réforme de l'assurance chômage

- Mise en place d'une sécurité emploi formation

Garantir le pouvoir d'achat

- Blocage des prix de l'eau, gaz, électricité, télécoms et assurances
- Suppression de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité
- Gratuité des transports



- Gel des loyers et du remboursement des prêts sous condition de ressources
- Versement d'une allocation exceptionnelle pour les foyers les plus en difficulté

Assurer la solidarité

- Augmentation des subventions aux associations
- Réquisition des chambres d'hôtel et des meublés touristiques pour les sans abris, famille vivant en logement insalubre, femmes et enfants victimes de violences, réfugiés

Soutenir la culture et la presse écrite

- Augmentation des subventions aux associations
- Fond de soutien à la culture
- Subvention exceptionnelle à la presse écrite régionale et nationale
- Intermittents : Baisse du quota d'heure minimum et gel du calcul pour la période d'annulation des spectacles

Agir pour l'égalité dans l'éducation

- Période de confinement consacrée aux révisions et consolidations des acquis
- Suspension de Parcours sup
- Réaménagement des épreuves du bac

Mobiliser l'argent pour répondre à l'urgence sanitaire et économique

Création d'un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation de 50 milliards d'euros abondé par :

- des prêts de la Caisse des dépôts et de la BCE
- le rétablissement de l'ISF et l'abrogation de la flat tax
- une modulation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises
- une taxe sur les GAFAM et NATU

Création d'un fonds européen, écologique, social et solidaire pour financer les services publics, notamment les hôpitaux et un pôle public européen du médicament

COVID-19, le PCF entend relever les défis de la crise et avance des propositions (suite)

Renforcer la démocratie

- Installation d'un comité d'urgence nationale réunissant le gouvernement, le comité scientifique, les syndicats, les partis et les associations d'élus
- Session parlementaire continue sous forme d'un comité permanent
- Sortie de l'état d'urgence à l'issue des deux mois
- De nouveaux pouvoirs des travailleurs



- Abandon du pacte budgétaire et mise en débat d'un nouveau pacte social et démocratique entre les peuples

À L'INTERNATIONAL :

- Augmentation des moyens politiques et financiers de l'OMS
- La fin des blocus et des sanctions financières, le cessez-le-feu dans toutes les régions du monde
- Acceptation de l'aide sanitaire de Cuba
- Renforcement des solidarités et coopération

Accroître la solidarité et les coopérations

EN EUROPE :

- Une mutualisation des moyens, notamment en matière de pro-

duction de matériels sanitaires

- De nouvelles institutions politiques et monétaires internationales

Les députés communistes veulent mettre à jour les dysfonctionnements dans la gestion de la crise sanitaire

Les députés communistes ont décidé, mardi 7 avril dernier, de créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements dans la gestion sanitaire de la crise du coronavirus. Ils veulent mettre en lumière les ratés pour ne pas reproduire ce qui a conduit à la déroute du système de santé français

Ces députés constatent que « le système de santé, classé il y a encore vingt ans, comme le « meilleur du monde », n'est plus capable d'accueillir tous les malades, cela en dépit de la mobilisation et des efforts souvent héroïques des personnels soignants »

Alors que les instances internationales (OMS, Conseil Mondial de la préparation aux urgences sanitaires...) n'ont eu de cesse de mettre en garde les gouvernements contre les risques d'une pandémie et ses conséquences délétères (en matière sanitaire, économique, sociale...), force est de constater que la France s'est contentée de son état d'impréparation.

Les députés communistes, comme les professionnels des secteurs de santé constatent une « dégradation continue du système de santé public et des réactions tardives des pouvoirs publics ». Et ils insistent, « la pandémie actuelle apporte un terrible démenti à ces projections hasardeuses et met en relief la négligence et l'idéologie de ceux des responsables publics qui ont œuvré avec obstination à l'affaiblissement de notre système de santé et des infrastructures publiques de soin. De ceux qui ont mis à mal notre souveraineté sanitaire comme le révèlent

dramatiquement les difficultés de notre industrie pharmaceutique à éviter les ruptures de stocks de médicaments. De ceux encore qui ont pensé profitable de soumettre à la logique du marché la production française et européenne de matériel médical. Il faut le rappeler : cinq milliards d'euros ont été supprimés du budget de la santé dans la loi



"Je ne voudrais pas qu'au final, on exonère le gouvernement de toutes ses responsabilités"

André Chassaigne, député communiste

de financement de la sécurité sociale pour 2020, dont un milliard au détriment de l'hôpital public. En vingt ans, 100.000 lits ont été supprimés, dont 17.500 au cours des six dernières années ».

Pour eux, « les pouvoirs publics, se sont manifestement laissés dépasser par les événements. La chronologie des faits, des déclarations et des décisions est éclairante et impitoyable », c'est la raison pour laquelle, grâce à cette commissions d'enquête les députés communistes entendent établir :

- les raisons qui ont justifié des prises de décisions tardives voire contradictoires, notamment en matière de confinement ;
- pourquoi les pouvoirs publics n'ont pas été en mesure de définir clairement quels étaient les personnels qui devaient impérativement se rendre sur leurs lieux de travail ;
- pourquoi notre pays n'a pas été en mesure

de fournir des masques en quantité suffisante, pour protéger les soignants, les travailleurs contraints de se rendre sur leurs lieux de travail, et protéger la population dans son ensemble ;

- pourquoi notre pays se trouve confronté à une pénurie de médicaments essentiels au traitement d'autres pathologies et ce en plein cœur de la crise ;
- pourquoi notre pays n'est pas en situation de faire face à un afflux de malades et d'apporter les soins nécessaires à chacun d'entre eux malgré le dévouement sans faille des personnels

- soignants ;
- les raisons qui ont conduit le gouvernement à décider de ne pas réaliser de dépistage massif de la population et si ce dépistage aurait permis d'endiguer l'épidémie ;
- les raisons qui ont conduit le gouvernement à décider d'autoriser l'hydroxychloroquine à l'hôpital, uniquement dans la prise en charge des formes les plus graves.

Les coursiers mobilisés malgré le confinement

Tandis que le gouvernement a décrété le confinement de la population afin d'endiguer la progression de l'épidémie de Covid-19, certains travailleurs sont forcés de continuer leur activité, quitte à mettre leur santé en péril. **C'est le cas des livreurs à vélo, dont le statut d'autoentrepreneurs ne leur laisse guère le choix entre l'exposition à la maladie et la précarité.**

Bien que les restaurants soient fermés au public, leurs activités de livraison à domicile demeurent, une aubaine pour les multinationales telles que Deliveroo ou Uber, prompts à profiter de la situation pour éviter la perte de profit, au mépris des normes sanitaires d'urgence. En effet, bien que le

gouvernement recommande de livrer sans contact entre restaurateurs, coursiers et clients, dans les faits il est impossible d'éviter les contacts et attroupements. Les points d'eaux sont inaccessibles et donc se laver les

mais régulièrement tient de la gageure. **Les plateformes de commande en ligne promettent d'indemniser une partie du gel hydroalcoolique des livreurs, mais toujours pas de payer leurs impôts en France.**



Pourtant, une grande partie des coursiers continue de rouler. Bien que dépendant d'un algorithme qu'ils ne maîtrisent pas, et travaillant pour des multinationales cotées en bourse, les livreurs à vélo ne sont pas

considérés comme salariés et n'ont donc pas droit à l'assurance chômage. La baisse d'activité actuelle se ressent donc fortement sur leurs revenus.

Afin de réclamer une réelle prise en compte de leur situation par le gouvernement, les coursiers nantais étaient en grève le 3 avril dernier à l'appel du SCALA-CGT aux côtés de leurs collègues de Lyon, Bordeaux ou encore Dijon. Les livreurs à vélo réclament l'arrêt immédiat des commandes pendant la crise ainsi qu'un revenu de remplacement afin de compenser leur perte d'activité. Suite à leur mobilisation, l'État a annoncé la mise en place d'un fond

d'indemnisation des indépendants dans la limite de 50 % de perte de chiffre d'affaire. Insuffisant pour la CGT qui réclame une indemnisation intégrale.

Le comité du souvenir reste actif

En ces temps de confinement, pour ceux qui ne travaillent pas, reste du temps à consacrer à ses hobbies (quand leur pratique est possible) mais aussi à lire, se cultiver... et entretenir la mémoire...

C'est la raison pour laquelle, le **Comité Départemental du Souvenir des Fusillés de Châteaubriant de Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure** publie chaque semaine un dossier de textes inédits ou extraits de son site.

Pour exemple, la semaine précédente le comité publiait cinq textes sur le droit de vote des femmes.

Pour retrouver ces textes : <https://resistance-44.fr/>

Cuba solidaire

À l'occasion de la crise du Covid-19, le petit pays caribéen, Cuba, a une fois de plus fait preuve de solidarité internationale en envoyant ou en proposant l'aide de ces médecins pour combattre le virus.



Ainsi, les diverses missions soutenues par Cuba dans le monde se poursuivent et si l'île peut venir en aide **c'est que ses médecins sont internationalement reconnus.** La contribution des épidémiologistes et virologues cubains a notamment été déterminante dans la lutte contre

collaborent avec leurs homologues chinois au développement d'un remède au Covid-19, appelé « Interferon Alpha-2b Recombinant » (utilisé à Cuba depuis plusieurs années dans le traitement d'autres maladies). Plusieurs départements d'outre-mer fran-

çais géographiquement proches de Cuba ont déjà accepté de recevoir l'aide médicale de La Havane ; c'est également le cas de divers autres pays de la région comme la Jamaïque, le Suriname, la Grenade ou encore le Nicaragua.

Pour autant, bien que Cuba bénéficie d'un taux de médecins par habitant plus qu'honorable, **l'île n'a pas toujours accès aux médicaments les plus basiques du fait des lois extraterritoriales états-uniennes.** C'est pourquoi la Haut Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, l'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet, vient de demander un assouplissement des restrictions et sanctions en vigueur contre Cuba, afin d'aider l'île à développer des traitements contre la maladie. Puisse-t-elle être entendue !